



Les bienfaits de la prévention : Avantages économiques de la lutte contre la violence scolaire



Apprendre
sans peur.

**outre son impact
souvent
dévastateur sur
l'enfant, la violence
scolaire peut avoir
d'immenses
répercussions
sociales et
économiques.**



**Apprendre
sans peur.**

En octobre 2008, Plan lançait une campagne mondiale – Apprendre Sans Peur – pour en finir avec la violence à l’encontre des enfants en milieu scolaire. En août 2010, la campagne était opérationnelle dans 44 pays.

Le présent rapport présente une synthèse des principaux arguments contenus dans le rapport Plan/ODI « The Economic impact of school violence (2010)¹ et revient sur la campagne et les programmes de Plan de lutte contre la violence scolaire de ces deux dernières années.

¹ Pereznieta, P., Harper, C., Clench, B. et Coarasa, J. (2010) **The Economic Impact of School Violence**. Londres : Plan International & Overseas Development Institute. Disponible sur plan-international.org/learnwithoutfear

1. Introduction

L'école peut être la période la plus enrichissante comme la plus effroyable de la vie des enfants. Pour nombreux d'entre eux cependant, c'est la deuxième assertion qui prévaut.

Pour les parents, confier leur enfant à l'école représente parfois un véritable arrachement et ils ont besoin d'être rassurés sur le fait qu'il sera en sécurité, qu'il acquerra des connaissances et que les sacrifices souvent importants qu'ils consentent ne seront pas vains.

La plupart des sociétés reconnaissent à l'éducation une valeur importante. C'est pour les enfants et leurs familles un moyen de s'affranchir de la pauvreté ; elle est en outre essentielle au développement économique du pays. Néanmoins la violence scolaire réduit le retour sur investissement de l'éducation, car elle est un des facteurs majeurs de l'absentéisme et de l'abandon scolaire et elle se traduit par une perte considérable en deniers publics.

Aucun pays n'est à abri de la violence scolaire. Selon l'étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, 20 à 65 % des élèves indiquent avoir fait l'objet de brimades verbales ou physiques. Environ 150 millions de filles et 73 millions de garçons de moins de 18 ans ont dû se soumettre à des rapports sexuels ou à d'autres formes de violence sexuelle en 2002. Il ressort d'une étude réalisée au Népal, où les châtiments corporels sont une pratique courante, que 14 pour cent des abandons scolaires peuvent être attribués à la peur de l'enseignant. Des millions d'élèves sont battus par leurs enseignants et soumis à d'autres punitions² douloureuses et humiliantes.

Cette violence a un coût : non seulement elle est néfaste et traumatisante pour l'enfant et elle constitue une violation du droit des enfants à la protection et à l'éducation, mais elle a également un impact économique. Les enfants victimes de violence scolaire présentent plus de risques d'avoir

des revenus réduits plus tard, d'avoir davantage besoin de soins médicaux et d'autres services et d'apporter une contribution moins importante à l'économie de leur pays.

S'appuyant sur un travail de recherche commandé par Plan³, le présent document expose les implications de la violence scolaire en matière de coûts ainsi que les arguments économiques militant pour sa prévention.

Dans les 13 pays pour lesquels ces informations sont disponibles, le coût total de la violence scolaire en termes d'avantages perdus pour la société⁴ s'élève à près de 60 milliards de dollars US.

Cela représente l'équivalent du montant supplémentaire d'aide étrangère que la Banque Mondiale estime nécessaire pour atteindre chaque Objectif du Millénaire pour le développement, d'ici 2015.

² Pinheiro, P.S. (2006) **Rapport mondial sur la Violence à l'encontre des Enfants**. Genève : Nations Unies

³ Perezniето, P., Harper, C., Serrage, B. et Coarasa, J. (2010) **The Economic Impact of School Violence**. Londres : Plan International & Overseas Development Institute

⁴ Dans cette synthèse, nous appelons « les avantages perdus pour la société » des facteurs comme les pertes de productivité et de recettes fiscales pour les gouvernements découlant du fait que les enfants n'achèvent pas leurs études. Cela inclut des revenus du travail potentiels réduits, une contribution moindre à la croissance et la probabilité accrue que les enfants soumis à la violence feront appel au filet de sécurité sociale, comparés à ceux qui poursuivent leur scolarité.

2. Envergure et typologie de la violence scolaire

Les recherches internationales ont déterminé que la violence scolaire était un problème touchant aussi bien les pays en développement que les pays développés.

Il est toutefois impossible de calculer sa véritable envergure car souvent les enfants ont trop honte ou trop peur d'en parler à quiconque, ou bien ils ne savent pas comment et où signaler les cas. En Inde, 69 % des enfants ont déclaré avoir fait l'objet d'abus physiques dans différents milieux, y compris à l'école, mais la plupart ont indiqué qu'ils ne l'avaient signalé à personne⁵. Dans de nombreux cas, cette violence est ignorée, voire acceptée.

Les travaux de recherche de Plan ont porté essentiellement sur les trois formes de violence scolaire que sont les châtiments corporels, les violences sexuelles et les brimades. La législation autorise les châtiments corporels à l'école dans 88 pays⁶, et même dans les pays où ils sont interdits, ils sont souvent considérés comme une forme de discipline acceptable. Dans un certain nombre de pays, la violence sexuelle à l'encontre des filles et des femmes est plus répandue qu'on ne le pense. Et – reflet des rapports de force qui prévalent dans le monde extérieur – les écoliers font subir des brimades à leurs pairs plus vulnérables, par exemple à ceux qui souffrent de handicaps, qui ont des préférences sexuelles différentes et qui sont issus de milieux ethniques différents.

⁵ Perezniето, P., Harper, C., Serrage, B. et Coarasa, J. (2010) **The Economic Impact of School Violence**. Londres : Plan International & Overseas Development Institute.

⁶ Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (2010) Global progress towards prohibiting all corporal punishment (accessible en ligne) Disponible sur : www.endcorporalpunishment.org (consulté le 12.09.2010).

Châtiments corporels

Dans 88 pays – y compris en France et dans un certain nombre d'états des Etats-Unis – les enseignants sont autorisés par la loi à infliger des châtements corporels à leurs élèves.⁷

En Egypte, 80 pour cent des garçons et 67 pour cent des filles ont subi des châtements corporels⁸. L'avocat défendant un enseignant poursuivi pour avoir battu un élève à mort parce qu'il n'avait pas fait ses devoirs a déclaré au tribunal que son client n'avait pas enfreint la loi puisque « il n'est pas interdit de frapper (un enfant) à l'école ».

Même dans les pays où les châtements corporels sont interdits, les lois qui protègent les enfants restent souvent lettre morte. Bien que les châtements corporels soient interdits dans les écoles éthiopiennes, ils continuent d'y être largement pratiqués. Une étude a constaté que 80 pour cent des enfants étaient forcés de se mettre à genoux, étaient frappés à la tête, pincés, recevaient des gifles et étaient frappés avec un bâton.

“J’ai été battu parce que je n’avais pas fait tous mes devoirs.”

John,* Kenya

En même temps que huit autres élèves de sa classe, John a été fouetté avec un câble électrique parce qu'il n'avait pas fait ses devoirs d'anglais. Il a été blessé au dos, à un bras et à l'abdomen. Non seulement son père a dénoncé l'enseignant à la police (malgré les tentatives de dissuasion du directeur de l'école), mais il a aussi emmené son fils à un dispensaire.

Le personnel de Plan a estimé que le montant des frais médicaux était compris entre 5 et 10 dollars US. Quand on sait que la plupart des Kényans vivent en dessous du seuil de pauvreté calculé à 1 dollar US par jour⁹, ces frais pourraient représenter jusqu'à deux semaines de revenus, entraînant des conséquences graves pour la famille.

*nom modifié

⁷ Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (2010) Global progress towards prohibiting all corporal punishment (En ligne) Disponible sur : www.endcorporalpunishment.org (consulté le 12.09.2010).

⁸ Plan (2008) **Apprendre Sans Peur : Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école**. Woking : Siege de Plan International.

⁹ Chaîne d'actualités de la BBC (2010) **Kenya Country Profile**. (En ligne) Disponible sur news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/country_profiles/1024563.stm (consulté le 12.09.2010)

Violences sexuelles

En 2002, l'Organisation Mondiale de la Santé a estimé que **150 millions de filles et 73 millions de garçons avaient été violés ou avaient subi d'autres formes de violence sexuelle.**¹⁰

Dans une étude réalisée par des étudiants de Sierra Leone, 59 pour cent des filles avaient subi des abus sexuels. En Équateur, 37 pour cent des adolescentes victimes de violence sexuelle ont indiqué que les enseignants en étaient les auteurs. En Afrique du Sud, des enseignants ont été reconnus coupables d'un tiers des viols d'enfants. En Ouganda, les recherches ont constaté que 8 pour cent des 16 - 17 ans avaient eu des rapports sexuels avec leurs enseignants et 12 pour cent avec le personnel auxiliaire. Enfin, le Ministère de l'Éducation de Thaïlande indique que chaque semaine au moins un enseignant abuse sexuellement d'un élève¹¹.

Le plus souvent, les cas de violence sexuelle ne sont pas signalés parce que les filles violées ressentent de la honte et craignent les représailles. En Sierra Leone, les études montrent que les filles sont l'objet d'abus sexuels en échange de bonnes notes ou des frais de scolarité.

Tanzanie – la violence sexuelle oblige Ann* à abandonner l'école

à l'âge de 14 ans, Ann est tombée enceinte de son enseignant et elle a quitté l'école tellement elle avait honte. L'enseignant responsable de sa grossesse a tenté de faire pression pour que ses parents gardent le secret. Ils ont parlé aux responsables locaux, en particulier au responsable de l'éducation, mais sans résultat. L'enseignant a continué d'enseigner et le directeur de l'école n'a pas permis à Ann de revenir à l'école, prétextant du fait que le rôle de l'école s'est arrêté sitôt qu'elle est tombée enceinte.

Ann a accouché et à ce jour elle a manqué une année de scolarité.

*nom modifié

¹⁰ Plan (2008) *Apprendre Sans Peur : Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école*. Woking : Siège de Plan International
¹¹ *ibid.*

Brimades

Partout dans le monde, les brimades sont monnaie courante à l'école et elles ne sont illégales que dans cinq pays. Selon les enquêtes réalisées dans un large éventail de pays, une proportion comprise entre 20 et 65 pour cent des élèves fait état de brimades verbales ou physiques¹².

Les comportements d'intimidation sont généralement le reflet de la violence et des déséquilibres du pouvoir au sein de la société. Les individus perçus comme différents ou plus faibles sont les plus vulnérables.

Selon des recherches récentes aux Etats-Unis – où l'on estime que le coût de la violence juvénile excède **158 milliards de dollars** chaque année – il apparaît que 30 pour cent des élèves sont directement touchés par ce phénomène chaque semestre¹³. De nombreux élèves, notamment les garçons, introduisent une arme à l'école. En 2007, 23 pour cent des élèves ont signalé l'existence de bandes organisées dans leur école et ils ont été 12 pour cent à déclarer avoir été impliqués dans une bagarre dans les 12 mois précédant l'enquête.

Au Brésil, de nombreuses écoles sont devenues des lieux dangereux pour les enfants, à cause de la violence brutale voire des homicides qui y sont perpétrés, ainsi que des abus sexuels, des vols et des dégradations. En réponse à une enquête, 84 pour cent des élèves de six capitales ont estimé que leur école était violente et 70 % ont déclaré avoir été victimes de violence.

Cela reflète les niveaux élevés de violence dans le reste de la société brésilienne, où l'on estime que la violence juvénile coûte près de **19 milliards de dollars US par an, dont 943 millions peuvent être rapportés à la violence scolaire**¹⁴.

Maria*, 19 ans, Lima, Pérou

Quand elle avait 16 ans, Maria a reçu des lettres et SMS de menace, puis elle a été attaquée par un de ses camarades de classe qui lui a tailladé le visage avec une lame de rasoir qu'il dissimulait dans sa main. Un agent de l'école l'a emmenée au centre médical local, mais son père cordonnier était dans l'incapacité de payer **les soins médicaux immédiats ou à long terme – qui représentaient l'équivalent de 20 fois les revenus hebdomadaires du ménage** ; il a donc demandé l'aide de la famille et des amis.

Les parents de Maria ont signalé le cas à la police qui a entamé des poursuites en justice, bien que cela coûte à la famille l'équivalent du salaire mensuel du père de Maria. Suite à cet incident, Maria a manqué deux mois d'école.

*nom modifié

12 Plan (2008) **Apprendre Sans Peur : Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école**. Working : Siège de Plan International

13 Pinheiro, P.S. (2006) **Rapport Mondial sur la Violence à l'encontre des Enfants**. Genève : Nations Unies.

14 Perezniето, P., Harper, C., Serrage, B. et Coarasa, J. (2010) **The Economic Impact of School Violence**. Londres: Plan International & Overseas Development Institute.

3. Le coût économique de la violence scolaire

La violence scolaire a d'immenses répercussions sur les enfants, leurs familles, leurs communautés et leur pays, ainsi que sur le développement économique mondial.

Sans compter la douleur et les traumatismes qu'elle engendre, la violence scolaire provoque des blessures qui doivent être soignées à un prix élevé pour les familles – souvent supérieur à ce qu'elles peuvent se permettre – alors que cet argent pourrait être consacré à l'alimentation, à l'éducation et à la santé.

La violence scolaire est un facteur majeur qui écarte les enfants de l'école et diminue leurs chances de s'affranchir de la pauvreté. Elle distraie de précieuses ressources des services essentiels et, en abaissant le niveau de réussite scolaire et en influant sur les moyens

d'existence futurs des enfants, elle réduit les recettes fiscales du pays. La violence scolaire est à la fois le reflet et un des facteurs de la fracture sociale. Les enfants victimes de violences à l'école présentent plus de risques d'être violents dans leur vie, d'avoir des besoins accrus en matière de services de santé, d'assistance sociale et d'aide judiciaire et leur contribution à la société risque fort d'être réduite.

Coût moyen du traitement des blessures provoquées par la violence scolaire

Pays	Coût moyen du traitement des blessures provoquées par la violence scolaire	Nombre de jours de salaire perdus*
Bénin	23 dollars US	8
Ghana	17 dollars US	20
Kenya	6 dollars US	2
Pakistan	4 dollars US	3
Togo	20 dollars US	2,5

*Selon les calculs effectués par le personnel de Plan dans les pays ci-dessus

La violence scolaire est une cause majeure d'absentéisme ou d'abandon des études par les enfants. Au Népal, 14 % des abandons ont été motivés par la peur de l'enseignant.

Le travail de recherche Plan/ODI a débouché sur de nombreuses conclusions montrant la gravité de l'impact économique de la violence à l'encontre des enfants à l'école. Voici certaines des principales conclusions :

Au Guatemala et en Argentine, les avantages perdus pour la société occasionnés par les abandons précoces représentent respectivement près de 59 pour cent et 11,4 pour cent du PIB. En Egypte, ce sont près de 7 pour cent de revenus potentiels qui s'évaporent ainsi.

Au Royaume-Uni, les jeunes de 16 ans qui ont subi des brimades à l'école ont deux fois plus de risques de n'être ni scolarisés, ni en formation, sans emploi et d'avoir à 23 ou 33 ans des niveaux de salaire bas. Les jeunes hommes qui ne sont ni scolarisés, ni en formation, sans emploi ont trois fois plus de risques de souffrir de dépression et cinq fois plus d'avoir un casier judiciaire.

Au cours de sa vie, chaque jeune britannique qui n'est ni scolarisé, ni en formation, sans emploi, coûtera 71 000 livres sterling en deniers publics, soit un coût total pour l'économie nationale de 13 milliards de livres sterling. Sans oublier un coût d'opportunité de 22 milliards de livres sterling supplémentaires pour l'Etat.

En Éthiopie, 40 pour cent des parents ont affirmé que la violence scolaire les découragerait d'envoyer leurs filles à l'école. Soixante pour cent des élèves filles et 42 pour cent des élèves garçons ont indiqué que la violence avait un fort impact sur l'absentéisme des filles.

La violence sexuelle à l'école entraîne des grossesses non désirées et dangereuses pour les filles, ainsi que des infections sexuellement transmissibles, notamment par le VIH. **Au Swaziland**, 17,4 pour cent des filles de 13 - 17

ans ont été retirées de l'école pour cause de grossesse et 10,6 pour cent parce qu'elles avaient été contraintes d'avoir des rapports sexuels. Un cinquième de ces viols est survenu à l'école ou sur le trajet maison-école.

Les femmes qui ont été à l'école ont tendance à avoir moins d'enfants et ces enfants sont en meilleure santé. En fait, l'éducation des filles est l'un des plus importants facteurs déterminants pour le développement économique d'un pays.

Chaque année, le coût économique pour 65 pays à faible et moyen revenu et en transition résultant du fait que les filles sont moins scolarisées que les garçons s'élève à 92 milliards de dollars US.

Les enfants témoins de violences ou battus à l'école présentent tous les risques de considérer la violence comme un phénomène acceptable. Les châtiments corporels peuvent susciter chez les élèves de l'agressivité et de la colère, tout en leur montrant que la violence domestique est autorisée.

Au Maroc, il en coûte 274 dollars US à une femme pour obtenir l'aide du système judiciaire en cas de violence domestique et plus de 211 dollars US pour se faire soigner. En d'autres termes, demander justice et se faire soigner peut lui coûter un cinquième de son revenu annuel total.

En Ouganda, une victime de violence domestique doit payer 5 dollars US – cinq fois le revenu journalier moyen – pour se faire soigner en cas de blessure. Faire intervenir la police coûte l'équivalent de près de dix jours de revenu.

En 2002/2003, la violence domestique a coûté 23 milliards de livres sterling au Royaume-Uni et plus de 8 milliards de dollars en Australie.

Dans les pays de l'OCDE, une année supplémentaire de scolarité signifie plus tard un salaire moyen majoré de 5 à 15 pour cent en moyenne.

4. Mesures préventives – une solution rentable

Un engagement fort et des ressources importantes sont nécessaires à l'éradication de la violence scolaire, mais c'est l'absence d'investissement qui coûte encore plus cher.

Il existe de nombreux exemples d'actions efficaces au plan économique qui ont permis de lutter contre la violence et de mettre en place des écoles plus sûres, notamment :

- Formation des enseignants aux méthodes de discipline positive afin qu'ils abandonnent les châtiments corporels
- Augmentation de la proportion des enseignantes
- Amélioration des équipements scolaires, par exemple : mise à disposition de toilettes adéquates et séparées pour les filles et les garçons
- Mise en place de systèmes de médiation des conflits et de codes de conduite scolaire
- Extension des programmes d'enseignement pour y inclure l'égalité des sexes, la résolution des conflits, les droits des enfants et la citoyenneté
- Amélioration de la communication entre les écoles, les familles et les communautés

La campagne Apprendre Sans Peur en Inde

Les châtiments corporels ont récemment été rendus illégaux dans les écoles indiennes, mais ils continuent d'être largement utilisés par les enseignants. Dans une enquête, soixante-cinq pour cent des enfants ont signalé avoir été battus, un chiffre supérieur à 90 % dans certains Etats.

Les punitions vont des coups portés avec la main ou un bâton à l'obligation faite aux enfants de rester debout pendant de longues périodes dans des positions inconfortables. Ils peuvent aussi être attachés à une chaise. Ces punitions sévères encouragent de nombreux enfants à abandonner l'école, parce qu'ils ont peur de leur enseignant, parce qu'ils ont été blessés ou à cause de l'impact négatif de la violence sur leur capacité d'apprendre.

La campagne *Apprendre Sans Peur* coopère avec les agences gouvernementales pour veiller à ce que la loi interdisant les châtiments corporels soit appliquée dans tous les Etats. Elle a consulté les enfants et mis au point des moyens pour leur permettre de signaler les cas de châtiments corporels. Elle a aussi élaboré un module de formation des enseignants à la discipline positive.

La violence scolaire, en particulier les châtiments corporels, coûte à l'Inde jusqu'à 7,4 milliards de dollars US en avantages perdus pour la société. Faire bénéficier chaque élève de la campagne *Apprendre Sans Peur* pendant un an ne coûterait qu'un peu plus de 67,4 millions de dollars US.

Le Programme d'ateliers du Brésil

Le Programme d'ateliers du Brésil – pays où la violence scolaire coûte à l'économie nationale 943 millions de dollars US chaque année – offre aux jeunes des moyens constructifs d'occuper leur temps libre en prenant part à des activités de loisirs.

Les écoles sont ouvertes le week-end, les ateliers sont organisés par des animateurs rémunérés et par des bénévoles, pour la plupart des jeunes et d'autres membres de la communauté locale.

Le programme coûte entre 0,30 et 0,70 dollar US par participant et par mois, couvrant les frais de gestion de l'atelier et la fourniture d'un repas. En comparaison, le coût de la détention d'un jeune délinquant pendant un mois est de 1500 dollars US.

Les directeurs d'école ont signalé une diminution du nombre de bagarres, une amélioration du comportement des élèves, une participation accrue de la communauté, de meilleurs rapports entre les élèves, une baisse du vandalisme et des déprédations de la propriété scolaire et une régression des abus verbaux et des brimades.

Le coût annuel pour le pays résultant de la violence scolaire est estimé à 943 millions de dollars US. La gestion d'un Programme national d'ateliers coûterait 16 millions de dollars US par an.

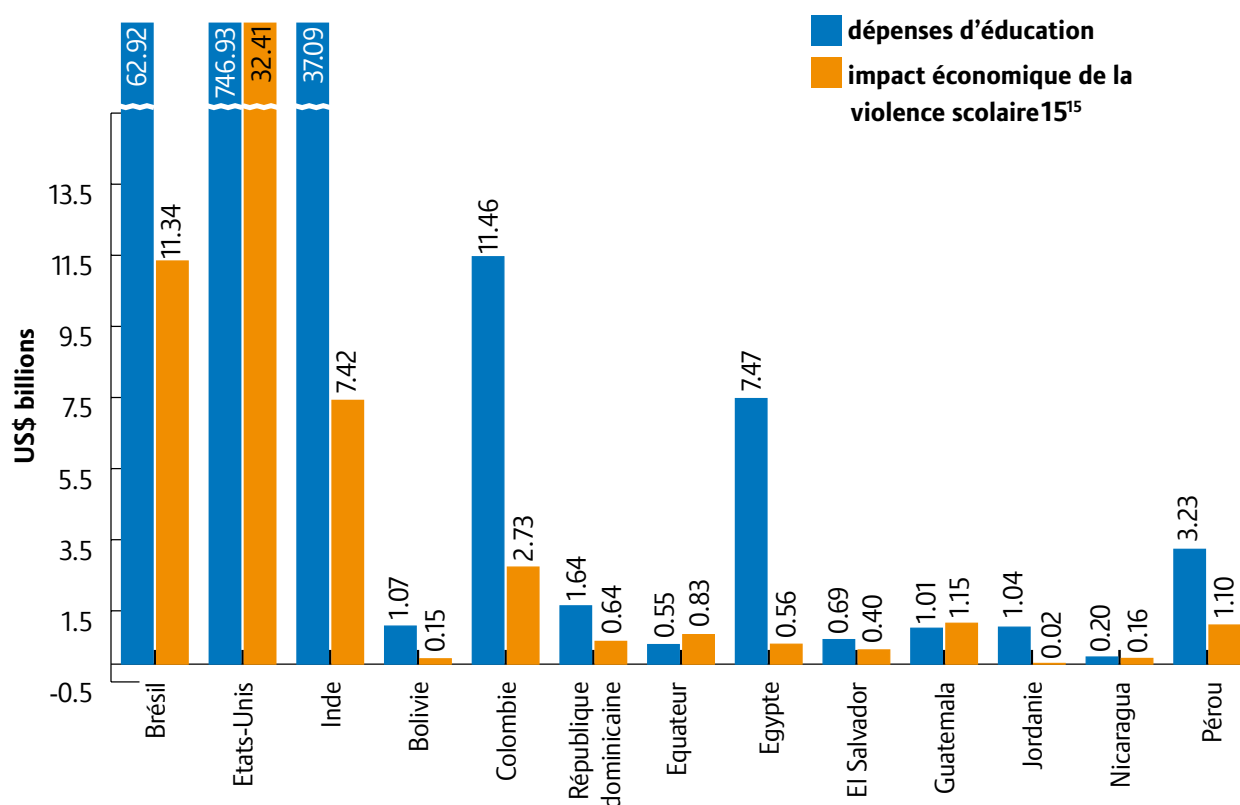
Le Programme Olweus de prévention des brimades

Le Programme Olweus de prévention des brimades a été mis en œuvre dans plus d'une douzaine de pays et dans des milliers d'écoles aux Etats-Unis. Ce programme, qui permet de réduire, voire d'éliminer les brimades, opère à trois niveaux – dans l'école, dans la classe et dans la communauté. C'est pendant la phase de démarrage que son coût est le plus lourd, bien que des ressources soient aussi nécessaires pour la formation permanente et d'autres activités visant à soutenir l'engagement du personnel.

Il présente des avantages immédiats qui abaissent le coût journalier du programme, tels que la réduction du temps pédagogique gaspillé et du surmenage du personnel, ainsi que la protection des écoles contre des actions judiciaires en rapport avec les brimades. À long terme, le programme vise à réduire le coût pour la société occasionné par l'effet des brimades sur l'élève qui en est l'objet et sur leurs auteurs.

La violence scolaire coûte à l'économie américaine 7,9 milliards de dollars par an. La mise en œuvre du Programme Olweus de prévention des brimades dans toutes les écoles américaines coûterait 625 millions de dollars par an.

Dépenses annuelles d'éducation comparées à l'impact économique de la violence scolaire résultant à une sortie prématurée du système scolaire



Adapté à partir des profils pays de la CIA¹⁶ et de Perezniето et al¹⁷

Pour les 13 pays où ces données sont disponibles, l'impact économique de la violence scolaire équivaut à 58 919 215 887 dollars US.

¹⁵ Projection du déficit de recettes publiques résultant de l'abandon de la scolarité par les enfants

¹⁶ Central Intelligence Agency – CIA (2010) **The World Factbook**. (En ligne) Disponible auprès de : www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankfinder/2206rank.html.

¹⁷ Perezniето, P., Harper, C., Serrage, B. et Coarasa, J. (2010) **The Economic Impact of School Violence**. Londres : Plan International & Overseas Development Institute.

5. Appel à l'action

Il faut éradiquer la violence scolaire parce qu'elle constitue une violation inacceptable des droits des enfants. Mais c'est aussi un obstacle majeur à l'accomplissement de l'Objectif du Millénaire pour le développement N°2 relatif à l'éducation primaire pour tous, car elle est une cause significative d'absentéisme, d'abandon scolaire et de résultats scolaires insuffisants.

Il existe aussi de puissants arguments économiques. La violence scolaire coûte aux enfants leur avenir et elle les maintient dans la pauvreté. Elle entrave le développement des pays et elle perpétue la violence, avec l'impact que cela peut avoir sur la société.

Comme les cas de violence scolaire ne sont pas suffisamment signalés, son coût exact est difficile à mesurer. Néanmoins, au vu des données dont nous disposons, il apparaît nettement que son coût pour les gouvernements est supérieur à leurs capacités – surtout en période de ralentissement économique. Nous estimons qu'aucun état ne peut se permettre d'ignorer la violence.

La prévention de la violence scolaire exige des investissements et des ressources, mais sur le plan économique l'investissement se justifie par son impact en termes d'économies à court terme et de développement à long terme.

Nous appelons les bailleurs de fonds et les gouvernements à :

- Allouer des fonds à la généralisation d'interventions qui ont démontré leur efficacité pour éradiquer la violence scolaire
- Investir dans la recherche quantitative et les études longitudinales afin d'étudier l'ampleur véritable de la violence scolaire, son coût pour les individus, la société et le développement.

Nous appelons les gouvernements à :

- Reconnaître qu'il est crucial pour leurs sociétés d'en finir avec la violence scolaire
- Initier et/ou appliquer des législations et des politiques interdisant la violence scolaire, en particulier les châtiments corporels, la violence sexuelle et les brimades.

Nous demandons aux bailleurs de fonds, aux gouvernements, aux autorités éducatives, aux écoles et aux organisations de la société civile de promouvoir une culture non violente et de rendre les écoles plus sûres en :

- Investissant dans la formation des enseignants, les matériels pédagogiques et les inspections des écoles
- Investissant dans le personnel enseignant féminin
- Instaurant des codes de conduite scolaire et d'éthique professionnelle des enseignants interdisant la violence à l'école
- Assurant aux enseignants de meilleures rémunérations et conditions de travail
- Améliorant les équipements scolaires, notamment avec des toilettes adéquates et séparées pour les filles et les garçons
- élargissant les programmes d'enseignement scolaire pour y inclure l'égalité des sexes, la résolution des conflits, les droits des enfants et la citoyenneté
- Autorisant les enfants à jouer un rôle critique dans la recherche de solutions à la violence à l'école
- Appuyant les familles et les communautés des enfants afin de réduire la violence par la promotion de formes positives de discipline
- Améliorant les mécanismes de signalement et de renvoi
- Favorisant une utilisation plus réfléchie des médias par les familles, une représentation plus responsable de la violence de la part des médias et des producteurs de contenus destinés aux médias.

La prévention de la violence scolaire exige des investissements et des ressources importantes, mais cet investissement se justifie par son impact en termes d'économies financières à court terme et de développement à long terme.

Photo de couverture : © Plan / Dina Torrens. Groupe d'enfants d'une école primaire appuyée par Plan à Udaipur, en Inde.

Publié par Plan Limited, Chobham House, Christchurch Way, Woking, Surrey GU21 6JG, Royaume-Uni.

Plan Limited est une filiale à part entière de Plan International, Inc. (organisation à but non lucratif immatriculée dans l'Etat de New York, Etats-Unis). Société à responsabilité limitée immatriculée en Angleterre. Numéro d'immatriculation 03001663.

Première publication 2010. Texte et photos © Plan 2010. Tous droits réservés.
Adresser un courrier électronique à Plan à l'adresse info@plan-international.org pour demander l'autorisation de reproduire, archiver ou transmettre toute partie de cette publication.
Catalogue "Public Data" de la British Library.
Une fiche catalogue de ce rapport est disponible en s'adressant à la British Library.
ISBN : 978-1-906273-19-4

Veillez citer l'ouvrage sous la forme : Ellery, F., Kassam, N. et Bazan, C. (2010) **Prevention pays: the economic benefits of ending violence in schools**. Woking : Plan.

Conception : Bell Design
Imprimé par Park Communications sur papier certifié FSC.
Park est une entreprise certifiée CarbonNeutral® EMAS et son système de gestion de l'environnement est certifié ISO 14001.
100 % des encres utilisées sont à base d'huile végétale, 95 % des produits chimiques utilisés pour l'impression sont recyclés en vue de leur réutilisation et en moyenne 99 % des déchets associés à cette production seront recyclés.
Le présent document est imprimé sur papier Revive 50:50 contenant 50 % de matières recyclées et 50 % de fibres vierges certifiées FSC provenant de sources renouvelables.
La pâte à papier utilisée dans ce produit est blanchie par un processus 100 % sans chlore (TCF).

A propos de Plan

Fondé il y a plus de 70 ans, Plan est l'une des plus anciennes et importantes organisations de développement centrées sur l'enfant au monde. Nous travaillons dans 48 pays en développement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine afin de promouvoir les droits des enfants et d'aider des millions d'enfants à s'affranchir de la pauvreté.

Plan travaille chaque année avec plus de 3 500 000 enfants et leurs communautés.

Plan est une organisation indépendante, sans affiliation religieuse, politique ou gouvernementale.



FSC

Mixed Sources

Product group from well-managed forests, controlled sources and recycled wood or fiber

Cert no. SGS-COC-2842

www.fsc.org

© 1996 Forest Stewardship Council

